

## Sabotons la machine à expulser...

Les centres de rétention administrative (CRA) sont des prisons spéciales où les étrangers sans-papiers sont enfermés jusqu'à 32 jours avant d'être expulsés. Créés par la gauche en 1984 et développés ensuite par tous les gouvernements successifs, ils n'ont cessé de se multiplier à travers tout le territoire, tandis que la durée d'enfermement et le nombre d'expulsions (29 000 en 2009 et plus de 100 000 «mesures d'éloignement» prononcées) augmentent aussi.

Il n'est donc pas surprenant que partout où se trouvent des centres de rétention éclatent des révoltes, aient lieu des départs de feux, des évasions, des grèves de la faim, des mutineries, des destructions. Ce fut le cas en France (Vincennes, Nantes, Bordeaux, Toulouse où ils ont brûlé) et dans de nombreux pays d'Europe (Italie, Belgique, Pays-Bas, Angleterre), ou dans des pays où le contrôle aux frontières est externalisé comme la Turquie et la Libye.

Les centres de rétention font partie de la politique de «gestion des flux migratoires», élaborée elle-même selon les nouveaux critères de «l'immigration choisie», c'est-à-dire en fonction des besoins de main d'oeuvre des pays riches. La volonté des Etats de lier strictement carte de séjour et contrat de travail permet d'accentuer encore la pression sur les conditions de travail et les salaires (lorsqu'ils sont payés !) des sans-papiers, *et donc sur l'exploitation de tous*. L'enfermement des sans-papiers en camps puis leur expulsion en masse sont des moyens clairs de chantage pour les pousser à accepter des conditions toujours plus dures là où ils font tourner l'économie (culture saisonnière, BTP, restauration, confection,...).

Cette immense machine à expulser ne se cantonne pourtant pas aux seuls guichets des préfectures ou aux salles de tribunaux. Partout s'érigent des frontières qui font le tri entre ceux qui seront chassés et les autres : lors des contrôles dans les transports, lors des rafles policières dans les rues, aux guichets d'agences d'intérim ou de banques qui les balancent aux flics. Partout se dressent des entreprises qui s'enrichissent sur ces déportations : des compagnies aériennes transportent les sans-papiers retenus, des hôtels servent de prison, des associations aident les flics à gérer proprement les expulsions dans les centres, des entreprises fournissent la bouffe, des multinationales du BTP construisent et modernisent ces camps.

Parce qu'il n'y a pas de «bonne» gestion des flux migratoires, parce que chacun doit pouvoir décider où il veut vivre, nous sommes solidaires des 10 inculpés de la révolte et de l'incendie du centre de rétention de Vincennes qui passeront en procès du 25 au 27 janvier 2009 au TGI de Paris.

Parce que les centres sont un des rouages d'une machine à expulser bien plus vaste et présente partout autour de nous, nous avons choisi de ne pas laisser ses collaborateurs exploiter, balancer et expulser en paix !

**Relaxe de tous les inculpés de la révolte de Vincennes !**

**Destruction des centres de rétention !**

**Liberté de circulation et d'installation !**

**A bas toutes les frontières !**

## Sabotons la machine à expulser...

Les centres de rétention administrative (CRA) sont des prisons spéciales où les étrangers sans-papiers sont enfermés jusqu'à 32 jours avant d'être expulsés. Créés par la gauche en 1984 et développés ensuite par tous les gouvernements successifs, ils n'ont cessé de se multiplier à travers tout le territoire, tandis que la durée d'enfermement et le nombre d'expulsions (29 000 en 2009 et plus de 100 000 «mesures d'éloignement» prononcées) augmentent aussi.

Il n'est donc pas surprenant que partout où se trouvent des centres de rétention éclatent des révoltes, aient lieu des départs de feux, des évasions, des grèves de la faim, des mutineries, des destructions. Ce fut le cas en France (Vincennes, Nantes, Bordeaux, Toulouse où ils ont brûlé) et dans de nombreux pays d'Europe (Italie, Belgique, Pays-Bas, Angleterre), ou dans des pays où le contrôle aux frontières est externalisé comme la Turquie et la Libye.

Les centres de rétention font partie de la politique de «gestion des flux migratoires», élaborée elle-même selon les nouveaux critères de «l'immigration choisie», c'est-à-dire en fonction des besoins de main d'oeuvre des pays riches. La volonté des Etats de lier strictement carte de séjour et contrat de travail permet d'accentuer encore la pression sur les conditions de travail et les salaires (lorsqu'ils sont payés !) des sans-papiers, *et donc sur l'exploitation de tous*. L'enfermement des sans-papiers en camps puis leur expulsion en masse sont des moyens clairs de chantage pour les pousser à accepter des conditions toujours plus dures là où ils font tourner l'économie (culture saisonnière, BTP, restauration, confection,...).

Cette immense machine à expulser ne se cantonne pourtant pas aux seuls guichets des préfectures ou aux salles de tribunaux. Partout s'érigent des frontières qui font le tri entre ceux qui seront chassés et les autres : lors des contrôles dans les transports, lors des rafles policières dans les rues, aux guichets d'agences d'intérim ou de banques qui les balancent aux flics. Partout se dressent des entreprises qui s'enrichissent sur ces déportations : des compagnies aériennes transportent les sans-papiers retenus, des hôtels servent de prison, des associations aident les flics à gérer proprement les expulsions dans les centres, des entreprises fournissent la bouffe, des multinationales du BTP construisent et modernisent ces camps.

Parce qu'il n'y a pas de «bonne» gestion des flux migratoires, parce que chacun doit pouvoir décider où il veut vivre, nous sommes solidaires des 10 inculpés de la révolte et de l'incendie du centre de rétention de Vincennes qui passeront en procès du 25 au 27 janvier 2009 au TGI de Paris.

Parce que les centres sont un des rouages d'une machine à expulser bien plus vaste et présente partout autour de nous, nous avons choisi de ne pas laisser ses collaborateurs exploiter, balancer et expulser en paix !

**Relaxe de tous les inculpés de la révolte de Vincennes !**

**Destruction des centres de rétention !**

**Liberté de circulation et d'installation !**

**A bas toutes les frontières !**